

ARRÊTONS CEUX QUI SPÉCULENT SUR LE PÉTROLE ET LA NOURRITURE !

JACQUES CHEMINADE

Nous en avons assez de nous faire tromper. On nous présente tout comme si c'était une fatalité. La vie deviendrait chère parce qu'il y aurait de plus en plus de consommateurs et que les ressources seraient limitées. L'Etat serait trop endetté parce que nous mêmes aurions trop bien vécu. Le « trou » de la Sécurité sociale serait dû à un abus de dépenses médicales. Les « experts », eux, sélectionnent les statistiques « prouvant » que les plus pauvres parmi nous sont coupables de trop bien vivre. On croirait entendre Pétain, sauf que le maréchal avec une canne blanche a été remplacé par les escort girls du pouvoir.

Débat truqué sur la dette : la vérité est que l'Etat doit emprunter auprès des établissements financiers, parce que depuis 1973 il lui est interdit d'émettre du crédit public pour investir. La monnaie est créée par un système bancaire qui opère comme une bande de faux monnayeurs, sponsorisés par les adeptes du Traité de Lisbonne et de la fausse Europe, et qui s'enrichissent au détriment de nous tous.

Débat faussé sur le trou de la Sécurité sociale. Le trou tient à trois choses : à un détournement de recettes (la réduction des charges sociales en faveur des employeurs n'a pas été compensée), au chômage (moins de cotisations) et au vieillissement de la population (plus de dépenses, et c'est normal, sauf à faire du triage).

Débat truqué sur le chômage : il n'y a pas plus de chômeurs en France qu'en Grande Bretagne ou ailleurs en Europe, seulement là-bas ils sont écartés des statistiques et classés inadaptés, inaptes ou handicapés.

Débat faussé sur le temps de travail réel : la vérité est qu'on travaille 36,5 heures par semaine en France, contre 33,7 heures aux Etats-Unis et 31,9 en Grande-Bretagne.

Quant aux prix de la **nourriture et de l'essence**, ce sont les prix des matières premières de base qui s'envolent, pétrole et produits agricoles, sous l'effet d'une **spéculation sauvage répercutée de proche en proche**. Pourquoi ? Parce que les banques et les compagnies d'assurance, avec le soutien des banques centrales, des Greenspan et des Trichet, ont d'abord spéculé sur les bourses, puis sur le logement, et après les krachs des actions et de l'immobilier, se sont précipitées sur les biens les plus indispensables aux êtres humains. **C'est la fin d'un système !** Un système qui a ruiné les revenus du travail au détriment de ceux du capital, de plus en plus financier. On ne va pas donc pleurer sur sa tombe !

Mais voilà, le problème est ce qui va suivre. Le défi est d'éviter que la faillite financière entraîne avec elle l'économie productive et la consommation populaire. Le moment est venu de les défendre. Contre qui ? Contre cette oligarchie financière que dénonçaient Jean Jaurès avant 1914, Jean Zay, Léon Blum, Charles de Gaulle et Maurice Thorez avant 1939, cette oligarchie qui mit Mussolini, Hitler et Pétain au pouvoir et qui porta avec elle la guerre.

Aujourd'hui, cette oligarchie est à la City de Londres et à Wall

Street, elle entend nous mettre en cage par une dictature des écrans et de la surveillance, une manipulation sans précédent qui truque les débats, essaye de nous rendre imbéciles comme des moutons de Panurge se rendant à l'abattoir faute d'espérance.

Eh bien, on peut rétablir l'espérance.

- 1) Le « **non** » **irlandais à la fausse Europe rebat les cartes.**
- 2) La référence aux **politiques de Roosevelt aux Etats-Unis et en Russie** font redécouvrir un horizon opposé à celui du capital fictif et de la finance folle.
- 3) L'occasion doit être saisie de renverser le choix politique fait depuis plus de 35 ans.
- 4) **Trois boucliers défensifs** peuvent être tout de suite mis en place dans le domaine de notre **politique intérieure** : -- **droit à manger** avec une réglementation des prix pour un panier de biens de la ménagère permettant un niveau de vie digne pour tous. Le Préambule de la Constitution et le Code de Commerce nous permettent de le faire. -- **droit à un toit**, avec l'interdiction des expulsions de tout logement acheté ou en location, constituant une résidence principale. -- **droit au transport**, avec la compensation de toute hausse du prix des carburants pour se chauffer et pour toute activité professionnelle. Continuer à produire est plus juste et plus censé que d'obéir aux bureaucrates financiers de Bruxelles.
- 5) **Sept épées offensives dans le domaine international** : -- se battre pour une **politique européenne et eurasiatique de recherche, de grands travaux et de technologies de pointe** – émettre, à l'échelle mondiale, **des crédits massifs et à bas taux d'intérêt pour ces grands travaux d'équipement**. -- se battre pour un **Nouveau Bretton Woods, un accord monétaire international rétablissant la priorité du travail contre la spéculation financière**. -- **sortir l'agriculture de la compétence de l'Organisation mondiale du commerce** et revenir à un système de marchés organisés. -- créer les conditions par lesquelles **l'Europe sortira du carcan des traités de Lisbonne, Maastricht et Amsterdam, pour rétablir la vraie Europe des patries et des projets communs**. -- créer une institution mondiale pour l'exploitation, la régulation, le partage et le développement des **matières premières**. -- annulation de toute mesure en faveur des biocarburants et **aide massive aux pays pauvres pour la production de cultures vivrières nourrissant leurs marchés intérieurs**.

Voilà ce qui doit permettre de **renverser la vapeur**, même si tout ne peut bien entendu pas être fait en même temps. Il s'agit de prendre une autre direction. La France ne peut y parvenir toute seule, ni l'Europe de Lisbonne et de Maastricht. Aussi, il faut tout faire pour **soutenir ce qui peut apparaître dans ce sens aux Etats-Unis, en Russie, en Chine et en Inde**. Nous devons pour cela **retrouver notre vocation universelle**. La bonne nouvelle, face à la lame de fond financière qui va bientôt balayer le monde, est que nous avons moins qu'ailleurs en Europe succombé au modèle anglo-saxon. C'est notre chance dans la tempête. Encore faut-il que nous en soyons dignes.



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

BP 27 - 92114 Clichy cedex / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80 / SVP : Ne pas jeter sur la voie publique